

Pour que vive le Larzac



Le serment de 1972 des paysans du Larzac :
lutter jusqu'au bout pour qu'aucun ne soit chassé

Le tribunal de grande instance de Rodez a pris lundi les ordonnances d'expropriation concernant les communes de la Roque-Sainte-Marguerite et de la Cavalerie, afin de permettre l'extension du camp militaire du Larzac. Vingt-sept personnes, cinq exploitations, sept foyers sont ainsi directement livrés aux huissiers et aux forces de l'ordre.

Cependant, après la journée d'action et d'information du 28 octobre, un groupe de paysans du plateau et d'ouvriers de Millau ont commencé

La signature par le Préfet de l'Aveyron des arrêtés de cessibilité sur deux communes concernées par l'extension du camp du Larzac (1) vient de nous prouver que le gouvernement a décidé de passer à la phase finale : les expropriations et l'expulsion des paysans de leur ferme et de leur terre. Lassé d'une résistance obstinée au projet d'extension du camp militaire, le pouvoir a cru le temps venu de porter un coup final à la lutte du Larzac.

Pour nous, Paysans du Larzac, qui depuis huit ans, expliquons pourquoi nous ne saurions accepter cette décision qui veut nous priver de notre travail et nous chasser de notre lieu d'existence, ce nouveau coup de force légal ne change rien à notre engagement et à notre détermination.

Puisque c'est à l'Elysée que les choses se décident, nous marcherons à travers la France, du Larzac jusqu'à Paris pour demander au Président de la République, chef suprême des armées, l'annulation de ce projet d'extension. Après huit ans de lutte non-violente, nous exigeons que soit enfin pris en considé-

mercredi leur grande marche : 710 kilomètres du Larzac à Paris, où ils veulent rencontrer Giscard, président de la République et chef suprême des armées.

Cette semaine, Tribune socialiste donne la parole aux paysans du Larzac. Ils s'expliquent ici sur le sens de leur action, sur ce qu'ils espèrent — moins de l'Elysée sans doute que de la solidarité des travailleurs et des militants qu'ils rencontreront en route.

ration notre serment de 1972, nous engageant à lutter jusqu'au bout pour qu'aucun d'entre nous ne soit chassé. La plus grande partie des paysans concernés n'a jamais pris en considération l'octroi éventuel d'avantages financiers. Devant le diktat actuel nous ne pouvons pas plus accepter la nomination d'un « **Monsieur Larzac** » venant s'ajouter sur la liste déjà longue des illusionnistes payés par le pouvoir. Nous réclamons la paix, la dignité, et le droit de vivre et travailler sur nos terres. Nous sommes fermement décidés à lutter jusqu'au bout et nous voulons, à travers cette marche, le faire savoir à tous les Français.

Pas les seuls concernés

Nous venons de mesurer, au cours des dernières semaines, combien notre combat est populaire dans toutes les couches sociales, et surtout chez les travailleurs confrontés aux difficultés quotidiennes nées de la politique désastreuse du gouvernement. Le pouvoir comptait sans doute sur la démobilisation de tous ceux qui nous ont apporté leur soutien. Or, par-

tout en France, des voix se sont élevées, des manifestations ont été organisées. Les plus hautes autorités intellectuelles, spirituelles, politiques et même militaires nous assurent de leur soutien. Comme on le déplore en haut lieu : « **Le Larzac, cela ne se passe pas aussi facilement qu'on croyait...** » Nous serions en deçà du soutien populaire qui est le nôtre, et de notre propre lutte, si par cette marche la démonstration n'était à nouveau faite que les princes qui nous gouvernent peuvent être pleins de certitudes et se tromper constamment.

Les raisons de notre opposition au projet d'extension du camp militaire sont bien connues : cette décision, prise au mépris de la population concernée et de ses élus politiques, professionnels et consulaires, est une atteinte intolérable à la démocratie, aux droits et à la dignité de la personne humaine. Elle ruinerait notre région, non seulement en condamnant 83 emplois, mais en accélérant l'exode et la désertification, alors que depuis huit ans, malgré la menace d'extension, la production de lait a augmenté de 42 %, les surfaces cultivées de 29 %.

Elle consacrerait l'utilisation des terres agricoles à la mise au point des moyens de destruction les plus modernes, expédiés dans toute la planète, et à l'entraînement contre un « ennemi intérieur » d'autant plus insaisissable qu'il s'agit en fait de tous les opprimés qui relèvent la tête.

Mais au-delà de nos personnes, de nos familles, de nos outils de travail, cette décision engage l'avenir de toute une région, et c'est pourquoi nous ne sommes pas les seuls concernés ; c'est pourquoi nous n'entendons pas réduire le sens de notre initiative à nos seuls problèmes.

Témoigner et soutenir

A travers la lutte que nous avons menée contre la machine administrative et judiciaire, nous avons découvert ce qu'est la solidarité avec les travailleurs et tout d'abord au niveau de notre propre région, où le nombre de chômeurs ne cesse d'augmenter à mesure que les petites entreprises de Millau licencient ou ferment leur porte. Certes, cette unité n'a pas toujours été sans difficultés ni contradictions. Comment pourrait-il en être autrement, entre ceux que le pouvoir et ses appareils a toujours cherché à opposer ? Mais au fur et à mesure de notre prise de conscience des problèmes de Remploi et des conséquences, pour d'autres que nous-mêmes, de l'extension du camp (chômage, spéculation foncière, détournement des équipements collectifs), nous avons ressenti que cette solidarité ne se situait pas seulement au niveau des idées, d'une sympathie abstraite pour les luttes ouvrières, qui rencontraient le même adver-



saire, mais que cette solidarité était concrète, quotidienne, immédiate. Nous en voulons pour preuve la création d'une caisse de solidarité avec les ouvriers en grève de Millau, financée par le fruit des récoltes de terres de l'armée. Nous tenons à signaler que ce geste a bien été fait dans le seul souci d'une solidarité effective avec les travailleurs de Millau, sans aucune pensée de récupération, ni d'opportunisme.

Tenus dans le même mépris, victimes de la même politique, paysans du Larzac et travailleurs de Millau et de sa région, se sont retrouvés côte à côte dans les grands moments de la lutte du Larzac, comme dans toutes les luttes, pour la défense de l'emploi.

LE SOUTIEN DU P.S.U.

La Direction Politique Nationale du P.S.U., réunie à Paris le 5 novembre 1978, réaffirme son soutien aux paysans du Larzac dans la lutte contre l'extension du camp militaire du Larzac.

Après l'arrêté de cessibilité des terrains situés sur les communes de la Cavalerie et de la Roque-Ste-Marguerite, la mobilisation populaire a prouvé que l'unité la plus large se réalise autour des paysans du Larzac pour l'aboutissement de leurs revendications (non à la militarisation de la société, vivre et travailler au pays, droit des minorités nationales).

Le P.S.U. appelle au renforcement des comités Larzac.

Le P.S.U. appelle à soutenir et à populariser toutes les initiatives des paysans du Larzac, des comités Larzac et du Comité millavois : en particulier la marche des paysans qui doit se terminer le 2 décembre à Paris.

Cette marche, à laquelle des travailleurs de Millau participent, manifeste notre volonté de travailler, de vivre et de décider au pays.

Cette volonté, nous ne sommes pas les seuls à l'exprimer. Face à la politique d'austérité ouvertement et cyniquement proclamée par le Gouvernement ; face à l'extension du chômage et à la poursuite de l'inflation ; face à l'abandon programmé, pour le plus grand profit des trusts et des firmes multinationales, de secteurs entiers de l'activité économique ; face à la désertification planifiée, malgré les discours officiels, de régions promises essentiellement au tourisme et à l'armée, la résistance des travailleurs s'organise : la montée des luttes sociales en est actuellement la preuve.

C'est pourquoi, partout où nous passerons en marchant, nous apporterons le témoignage de notre propre combat et nous sou-

tiendrons celui de tous ceux qui, dans les usines, les bureaux et les campagnes, refusent la résignation et la passivité, et se mobilisent, individuellement et collectivement. Dans cette situation, nous pensons que notre initiative, à son échelle, peut être l'occasion d'une convergence de forces populaires, qui tout en luttant contre des difficultés immédiates, n'en nourrissent pas moins des débats sur un autre type de développement et un autre type de société.

Car d'autres voies sont possibles, qui, sans rien céder sur l'emploi ni sur la progression du niveau de vie, permettent d'envisager, dans le cadre d'une lutte politique globale, de produire autre chose et différemment.

Le socialisme que nous voulons

C'est à partir de notre lutte quotidienne que nous avons été amenés à réfléchir sur certains problèmes, tout en sachant que d'autres le font aussi à partir de leur propre expérience :

- les impératifs de la Défense Nationale nécessitent-ils obligatoirement la destruction de la nature et de l'environnement?
- la prospérité de notre pays doit-elle se faire au détriment des peuples du tiers monde, opprimés par des régimes que notre gouvernement soutient et fournit en armes ?
- la sécurité et l'indépendance de la France conduisent-elles obligatoirement au développement d'un armement et de l'énergie nucléaire qui supposent une militarisation à outrance de la société et une mise en otage des populations civiles ?

- la recherche d'un autre type de défense et de lutte contre l'exploitation capitaliste du territoire ne suppose-t-elle pas d'autres critères de bien-être et une nouvelle définition collective des besoins et de leur production ?

Nous ne prétendons pas faire le tour des problèmes et apporter des réponses toutes faites à ces interrogations. L'occasion d'une lutte concrète est de permettre la mise en commun de nos réflexions avec celles d'autres travailleurs en lutte et d'alimenter ainsi le débat collectif et la mobilisation, en vue des changements fondamentaux qui permettront à chacun de devenir maître de son destin.

La construction du socialisme que nous voulons devra prendre en compte les problèmes des couches sociales représentées par les paysans et par les ouvriers. Le Larzac est bien ce terrain propice pour l'arracher de ces problèmes, grâce à des actions ponctuelles comme cette marche sur Paris.

Cette marche représente pour nous un engagement physique et durable, au même titre qu'une grève pour les ouvriers. Comme une grève, elle sera, sans doute, la source de difficultés dans nos travaux agricoles. En suivant le parcours de 300 000 Aveyronnais actuellement déportés à Paris, nous espérons briser le mur du silence et créer un rapport de forces qui assurera le succès de notre lutte et contribuera à la défense de tous les exploités et des opprimés. C'est pour cela que nous vous invitons à partager notre combat.

LES PAYSANS DU LARZAC ■

1) cf. TS N°798 : les labours de la colère

EN 25 ETAPES

Les paysans du Larzac en marche feront halte aux dates et dans les villes suivantes :

8 novembre : Aguessac. 9 : Séverac. 10 : Laissac. 11 : Rodez. 12 : Espalion. 13 : Laguide. 14 : Chaudes-Aiguës. 15 : St-Flour. 16 : Massiac. 17 : Issoire. 18 : Clermont. 19 : Gannat. 20 : St-Pourcain. 21 : Moulins. 22 : St-Pierre-le-Moutier. 23 : Nevers. 24 : La Charité. 25 : Cosne. 26 : Briare. 27 : Montargis. 28 : Nemours. 29 : Melun.

Le 2 décembre, arrivée dans l'agglomération parisienne : manifestation nationale de soutien — rassemblement — fête (lieu non encore fixé ; fac de Vincennes peut-être), avec rassemblement des boîtes en lutte.

On peut aider les marcheurs en se mettant en contact avec le Comité Larzac le plus proche... et en se tenant informé pour trouver le mode de participation le plus efficace.

Le Bureau national du P.S.U. demande aux sections et fédérations directement concernées par ce trajet de se mobiliser, et de contacter tous les élus de la Fédération des Elus autogestionnaires pour accueillir les paysans du Larzac.